Marinus Van der Lubbe (1909-1934), l'incendiaire du Reichstag

L'incendie du Reichstag à Berlin en 1933 servit de prétexte aux nazis pour renforcer leur pouvoir et suspendre les libertés individuelles des Allemands. Il ne fut pourtant pas l'œuvre des communistes, ni des nazis eux-mêmes comme on l'a longtemps cru, mais d'un militant conseilliste qui a agi seul.

Ci-dessous : Marinus Van der Lubbe lors du procès devant la cour suprême de Leipzig en 1933, au premier plan à gauche, debout tête baissée, assisté d'un interprète.

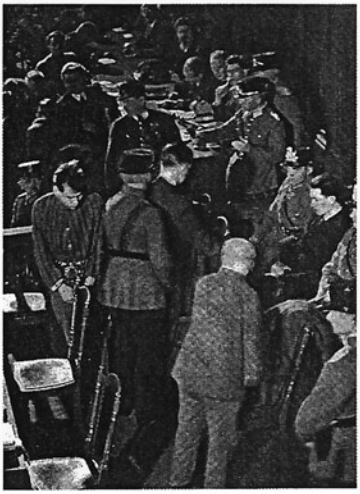
Le 27 février 1933, le Reichstag est détruit par les flammes. Un jeune militant révolutionnaire hollandais âgé d'à peine 24 ans, Marinus Van der Lubbe, est aussitôt arrêté par la police. Il revendique son acte et affirme avoir agi seul. Les nazis parlent de complot communiste et le KPD (parti communiste allemand) de provocation policière. Condamné à mort, le jeune homme est décapité le 10 janvier 1934. Dès lors, Marinus Van der Lubbe est, en quelque sorte, « jeté aux poubelles de l'histoire ». Désormais, la thèse du complot est entérinée une bonne fois pour toutes. Aujourd'hui encore, elle tient lieu d'explication officielle, et nombreux sont les professeurs d'histoire qui l'enseignent à leurs élèves. Or Marinus Van der Lubbe est, au même titre que Georg Elser (1903-1945) – dont notre ami François Roux nous dressa un beau portrait dans Gavroche n° 146 – *« le type même du rebelle qui prit seul l'initiative d'un acte de résistance »* dira Georges C. Glaser. Cet événement est donc à reconsidérer et à étudier à la lumière des archives et des connaissances acquises une fois levées les falsifications politiques récurrentes et surtout, une fois écartées les manipulations qui se rattachent à cette époque. Car pour comprendre la nature des enjeux, il faut se replacer dans un contexte où nazisme et stalinisme allaient verrouiller, chacun pour son compte, les débats, leur interprétation et surtout discréditer quiconque oserait remettre en cause leur doxa.

On assiste à un regain d'intérêt sur le sujet grâce à une série de travaux et de publications qui auront peut-être, espérons-le, une suite. Nico Jassies[1], dans un texte[2] publié en 2000 en Hollande et qui a été édité en France en 2004, est revenu sur cet épisode tragique. Il s'agissait en quelque sorte d'une suite à la publication[3] du journal – sorte de carnet de voyage – de Marinus Van der Lubbe sous la direction d'Yves Pagès et Charles Reeve. En 2003, publiant *Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag*, ils nous avaient permis de lire ces notes. La personnalité de ce jeune révolutionnaire y apparaissait attachante et il se dégageait de sa lecture un étrange sentiment de proximité. Né à Leyde, en Hollande méridionale, le 13 janvier 1909, dans une famille nombreuse et pauvre, il s'engage très tôt dans le combat politique et milite dans des mouvements communistes révolutionnaires, participe à l'agitation ouvrière qui secoue la Hollande et joue un rôle actif dans des organisations de chômeurs. Ses nombreux voyages à travers l'Allemagne, sa curiosité, son attachement aux idéaux révolutionnaires le conduisent assez naturellement à être en prise avec l'histoire immédiate dans un contexte de plus en plus dramatique où les combats sont autant physiques que politiques. Son itinéraire personnel et son engagement militant sont, en ●●●

1. Historien spécialiste de la période, il travaille comme archiviste à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

2. *Marinus Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, Éditions Antisociales, 2004, 8 euros.

3. *Marinus Van der Lubbe, Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag et autres écrits*, présentés par Yves Pagès et Charles Reeve, Éditions Verticales, 2003, 18 euros. À lire également au sujet de cette publication l'article de Jean-Jacques Gandini « Le Reichstag en flammes ou la réhabilitation de Marinus Van der Lubbe, militant révolutionnaire injustement calomnié » *Gavroche* n° 131, septembre 2003.



Van der Lubbe lors du procès, menotté, rejoint le banc des accusés.

quelque sorte, emblématiques d'une époque et inséparables de sa condition sociale. La précarité demeure une constante dans sa vie.

Le Carnet de route d'un sans-patrie, préfacé par André Prudhommeaux, avait pourtant été publié en France en 1934[4], par le Comité international Van der Lubbe, et on aurait pu, à sa lecture, saisir ce qui, aujourd'hui, à la lumière des rééditions citées, nous saute aux yeux. Mais à l'époque, le communisme de parti étant hégémonique au sein du mouvement révolutionnaire, cette publication passera totalement inaperçue, hors des milieux anarchistes. Et depuis, peu nombreux furent ceux qui s'intéressèrent à la personnalité et aux motivations du jeune incendiaire. Sans doute parce que cela implique de revenir sur le contexte dans lequel le nazisme triompha en Allemagne et surtout sur les différences d'approches et d'analyses qui existaient entre les tenants de la thèse officielle du complot et les anti-staliniens de tous poils. La thèse du complot nazi défendue par un KPD aux abois, soumis aux directives contradictoires du Komintern, tiendra donc lieu, et pendant de longues années, de vérité historique. D'autant que suite à cette action, une répression féroce s'abattit sur l'ensemble du mouvement ouvrier, et les militants communistes de toutes tendances en furent bien sûr les premières victimes.

Les communistes de conseil

Le jeune Marinus Van der Lubbe est immédiatement présenté comme un « simple d'esprit » manipulé par le Parti National-Socialiste parce que, finalement, cela arrange tout le monde et permet d'écarter nombre de questions gênantes. Or, justement, il s'avère que Marinus Van der Lubbe était proche des communistes de conseil. En 1932, il avait adhéré à la LAO (Linkse Arbeiders Oppositie), un mouvement communiste révolutionnaire hollandais hostile à l'idée de parti et qui soutenait le principe de l'organisation autonome du prolétariat, notamment par l'instauration de conseils ouvriers capables de se fédérer. Ses membres étaient partisans de l'action violente et individuelle dans laquelle ils voyaient un moyen de développer la lutte anticapitaliste. Ils estimaient que le fascisme n'est qu'une des figures historiques de la domination capitaliste. C'est en effet sur fond de débat souvent vif entre « l'anti-fascisme et l'anti-capitalisme », dont on retrouvera traces en Espagne lors de la révolution de 1936 et 1937, que se cristallisèrent les différends qui opposaient alors les partis staliniens et leurs opposants, communistes anti-léninistes, bordiguistes et, bien sûr, leurs ennemis de toujours les anarchistes. D'une façon générale, les positions des communistes de conseil se fondaient sur des analyses politiques parfaitement structurées dont l'un des crimes majeurs aux yeux de Moscou fut de dénoncer très tôt la dictature du Parti-État en Union soviétique. La lutte à mort engagée par les partis communistes désormais entièrement contrôlés par le Komintern contre l'aile gauche du mouvement révolutionnaire – que Lénine avait de façon péremptoire et définitive, pour la discréditer, qualifié en son temps de « gauchiste » – visait à supprimer toute forme de résistance à son hégémonie au sein de la classe ouvrière. L'échec de la révolution allemande de 1918 avait en effet ouvert la voie au triomphe des principes léninistes sur lesquels la bureaucratie stalinienne s'appuiera pour instaurer son pouvoir. Rappelons enfin que c'est en Hollande[5] et en Allemagne que les communistes de conseil seront les plus dynamiques et les plus actifs. En Hollande comme en Allemagne, c'était loin d'être un courant insignifiant et sans écho auprès des militants révolutionnaires. Ainsi, et à titre d'exemple, il est bon de rappeler que le KAPD (Kommunistische Arbeiterpartei Deutschlands) regroupant des dissidents d'inspiration conseilliste et opposés aux thèses léninistes, dont Paul Mattick (1904-1981) et Otto Rühle (1874-1943) furent les figures les plus connues, compta jusqu'à 50 000 membres. Ce parti anima un mouvement dont l'influence était encore perceptible dans la fin des années vingt et au début des années trente. Le KAPD, malgré ses contradictions internes, fut un acteur important sur la scène politique allemande en attirant à lui nombre de jeunes ouvriers radicalisés. Son influence, même si on la considère comme secondaire, est loin d'être anecdotique. Et pourtant son rôle semble avoir été définitivement effacé de l'histoire officielle, jusqu'à l'oubli le plus total. Sur ce point, on peut affirmer que le consensus entre staliniens et démocrates bourgeois est sans faille.

Lors de son interrogatoire de police, le jeune chômeur hollandais expliquera aux enquêteurs : *« Ce qui ne m'a pas plu dans ce parti* [KPD], *c'est qu'il veut jouer un rôle dirigeant et qu'il refuse de laisser la direction aux travailleurs eux-mêmes »*. L'insurrection ouvrière, pensait-il, était encore possible et son geste qu'il voulait exemplaire allait, croyait-il, réveiller un prolétariat tétanisé par les consignes de modération du KPD. Nico Jassies, dans son ouvrage *Marinus Van der Lubbe et l'incendie du Reichstag*, nous rappelle fort à propos qu'en 1933, le parti communiste allemand disposait encore d'une organisation paramilitaire[6] capable de résister aux nazis et qu'il n'en fit rien car telle n'était pas la ligne imposée par le Komintern. Et c'est cette attitude que de nombreux militants révolutionnaires allemands et hollandais

4. *Libération* du 20 mars 2003 prétendra à tort, propos de journaliste, que ces carnets n'avaient jamais été publiés en France.

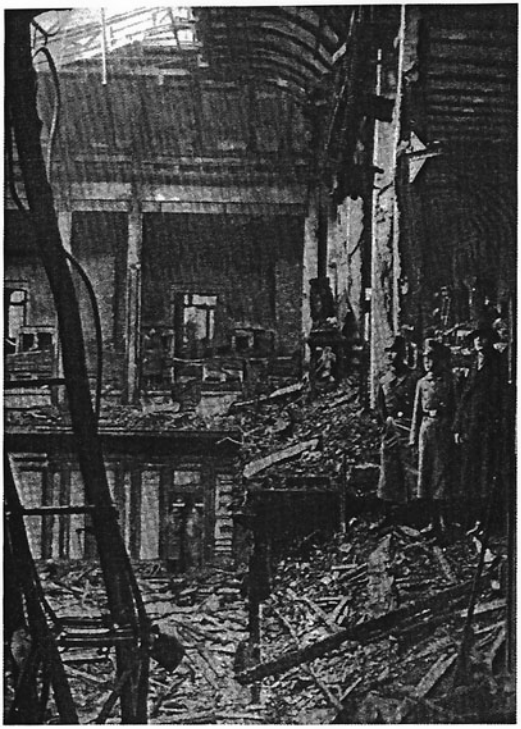
5. Anton Pannekoek est sans doute le théoricien le plus connu de ce mouvement. Et aujourd'hui encore ses textes font références.

6. Le Roter Frontkämpfer Bund, Ligue des combattants du Front rouge.

ne comprenaient pas. Marinus Van der Lubbe était de ceux-là. Cette portion de découragement devant les atermoiements et le refus du combat qui caractérisa la ligne politique du KPD est très présente dans son geste. Il y avait de sa part une grande naïveté et sans doute beaucoup d'idéalisme dans le fait de croire que son acte serait perçu comme un signal et déclencherait une réaction massive du prolétariat, allant jusqu'à forcer la main à ses dirigeants, partis et syndicats. Il y avait aussi beaucoup de désespoir dans cette vaine tentative, action crâne mais suicidaire, il faut en convenir. Car, comme le souligne Siegfried Kracauer, cet incendie laisse la foule berlinoise, habituellement si bavarde, muette, littéralement sidérée.

L'EXPRESSION DE LA DÉFAITE

Ce n'est donc ni le simple d'esprit, ni le complot communiste, ni la machination nazie qui seraient à l'origine de cet événement spectaculaire, mais bien la démarche d'un individu radicalisé, un activiste conscient des enjeux propres au contexte historique au sein duquel il évoluait. Marinus Van der Lubbe avait parfaitement analysé la situation grâce à sa fréquentation des communistes de conseil hollandais et, quoi qu'on en pense et quoi qu'on en dise, c'est en connaissance de cause qu'il envisage et réalise son attentat. Il souligne aussi l'isolement dans lequel se trouvait alors une partie de la jeunesse ouvrière allemande et européenne face à une situation dont elle percevait certainement toute la puissance mortifère. En l'occurrence, c'est bien de la défaite totale du mouvement révolutionnaire dont il s'agit. Et qui, avec l'écrasement du POUM et des anarchistes espagnols par les agents de Staline, connaîtra quelques années plus tard son ultime conclusion. Pour bien comprendre l'état d'esprit du jeune rebelle Marinus Van der Lubbe, il faut donc avoir en mémoire les épisodes révolutionnaires qui de 1918 à 1920 marquèrent l'Allemagne, de Berlin à Munich, et leurs suites directes et indirectes. Par bien des côtés, les déclarations de Marinus Van der Lubbe en 1933 font écho aux propos de Rosa Luxemburg prononcés une dizaine d'années plus tôt. Dans *La crise de la social-démocratie* (1916), elle avançait : « *La social démocratie allemande était, comme l'écrivait l'*Arbeiter Zeitung *de Vienne le 5 août 1914, le joyau de l'organisation du prolétariat... Et qu'avons-nous vu en Allemagne, quand vint la grande épreuve historique ? La chute la plus profonde, l'effondrement le plus total.* » C'est à vrai dire l'ensemble des directions européennes des partis socialistes qui, en 1914, capitula, vota les crédits militaires, céda aux démons nationalistes et envoya, en conscience, à la mort des millions d'êtres humains, puis ensuite, alors qu'une bonne partie de l'Europe centrale basculait dans la révolution, désirant restaurer « *la tranquillité, l'ordre et la sécurité* », arma les groupes qui deviendront des milices fascistes. Dès lors, le cours de l'histoire prit un tour tragique. En 1933, il y avait donc dans l'air comme un sentiment de deuxième capitulation. C'est d'ailleurs ce que signifiera explicitement la déclaration de naissance du KAPD en 1920 en s'en prenant à la « *clique de chefs irresponsables* » qui ont entrepris « *d'imposer leur conception personnelle de la mort de la révolution allemande à la majorité du parti* ». Ainsi, et à plus forte raison en 1933, peuvent s'expliquer des réactions de révolte mues par l'incompréhension. Et tout bien considéré, le passage à l'acte de Marinus Van der Lubbe n'en est que l'expression la plus radicale. Il sonne le glas d'une époque et marque la défaite définitive des espoirs de changements radicaux qui avaient animé l'extraordinaire bouillonnement révolutionnaire de la décennie précédente. Défaite sans retour. En un sens, fascisme et stalinisme ont accompli leur œuvre, leur mission a été couronnée de succès. Et Marinus, leur victime, est mort seul, oublié de tous et sa mémoire diffamée.



La salle des séances du Reichstag après l'incendie.

Toutefois, et on l'aura compris, la thèse de la manipulation et partant, du complot, entre en résonances avec l'histoire la plus récente et provoque des débats passionnés dont on trouve quelques échos dans les publications citées. C'est dire si s'intéresser à Marinus Van der Lubbe n'est pas une simple lubie d'historien et si les enjeux sont complexes et, c'est le cas de le dire, d'une actualité brûlante. ■

Jean-Luc DEBRY

Présence Marxiste
n°32 oct 2003

Un livre sur van der Lubbe :
Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag.
Documents traduits par Hélène Papot, présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeve, éd. Verticales, 2003.

Toute l'atmosphère politique, dominée par la crise du capital, tout le climat social, tant en Allemagne qu'en Hollande, sont bien rendus. Il abonde en informations et documents intéressants, par exemple les articles du journal leydois des chômeurs *Werkloozenkrant*, de van der Lubbe, à la plume si expressive, si acérée, si pénétrante dans le cuir des bonzes syndicaux. Sont cloués au pilori de l'histoire le SPD, traître en 1914, assassin de Karl et de Rosa et de milliers d'autres valeureux spartakistes, et chien de garde du capitalisme ; le KPD stalinien s'effondrant lamentablement sans livrer combat alors qu'il dispose d'une véritable armée, soutenue par un million de militants des organisations du KPD, le Frontkampferbund auquel il ne donne aucun mot d'ordre de résistance aux Sturmabteilungen (S. A.).

L'activité militante (tempétueuse) de Marinus et sa nature sensible sont mises en évidence. Dans ce halo de lumière, Marinus se dégage de toute sa stature de prolétaire révolutionnaire : capable de composer un poème sur la Beauté ou le Travail avec la force de l'apostrophe et la marque exclamative, tout autant que de rédiger un tract d'agitation pour les chômeurs de plus en plus nombreux. Se jeter dans la gueule du loup nazi, comme il le fit de sang-froid, dénote l'héroïsme qui n'appartient qu'à ceux qui vivent le communisme comme une passion, pas comme une amusette.

Marinus est ingénu, en même temps conscient que le prolétariat allemand, qu'il admire, est battu ; alors, dans l'espoir qu'il se relèvera, il incendie le Reichstag. Mais les masses, à qui son geste s'adresse, ne bougent pas, sauf quelques petits bataillons d'ouvriers abandonnés par le parti de Thälmann, ce cher «Teddy» à qui la bureaucratie et beaucoup d'ouvriers décervelés rendent un culte de la personnalité non moins écœurant que celui à Staline, ce en dépit de son autoritarisme au poste de *Vorsitzende* (président) d'un parti de matamores et de fanfarons, et de ses malversations connues de tous.

Après un long procès à Leipzig – avec pour co-inculpés E. Torgler, président du groupe parlementaire «communiste» au Reichstag, et trois Bulgares, G. Dimitrov, V. Tanev et B. Popov, tous fonctionnaires de l'appareil du Komintern à Berlin –, Marinus, déjà amaigri par une grève de la faim, que l'on a torturé et drogué à la scopolamine, est décapité le 10 janvier 1934.

Conséquence du matraquage antifasciste, le geste de Marinus Van der Lubbe, communiste de conseil hollandais, reste incompris des ouvriers et des intellectuels de gauche. Même A. Pannekoek, le grand théoricien des conseils ouvriers, ne trouve rien de mieux que de prendre un air professoral, attitude non étonnante chez un anti-bolcheviste «éducationniste» qui veut la révolution par l'«esprit éclairé», abandonnant un militant de sa propre cause. Et pendant qu'il fait ses cours conseillistes sur la lutte «libre», sans le parti qui l'«étouffe», le capitalisme a les mains libres, lui, pour accentuer son attaque contre les prolétariats polonais, tchèque, roumain ou espagnol et portugais ; d'autant plus facilement que les exploités n'ont plus leur Internationale, ni leurs partis, ni su forger leurs fractions communistes pour sauver de la débâcle programme et principes.

Heureusement, d'autres communistes de conseil en Hollande, en Allemagne, en Belgique, ainsi que de nombreux ouvriers leydois – à l'instinct de classe non émoussé par la culture – appartenant au RSP

(parti de H. Sneevliet) se déclarèrent solidaires de leur ami «sans patrie». Des ultra-gauches anglais et écossais, des anarchistes français font de même courageusement, dans leurs publications, leur devoir d'internationalistes.

Pagès et Reeve réhabilitent la mémoire de Marinus van der Lubbe victime du bourreau nazi, sali par l'infect «Livre brun» du docteur Otto Katz, mouchard de la police russe, livre diffusé à des millions d'exemplaires par l'«agitprop» stalinienne dirgée par W. Münzenberg, l'homme orchestre de l'antifascisme ; par *De Tribune*, *Rundshau*, la *Pravda*, *L'Humanité*. Éventant la thèse «complotiste», ils se rangent du côté du supplicié de Leipzig qui n'avait pas été la «fille» du capitaine des S. A., Roehm, qui avait agi seul, qui n'avait pas été manipulé par H. Goering. Ils ont su éviter de s'en tenir à un relevé sec et aride des principaux événements de la période. Aussi leurs propos se lisent-ils facilement, agréablement ; nous recommandons la lecture de leur livre aux camarades.

Tout historien honnête révulsé par le «Livre brun» se réjouira de cette lecture. Le militant communiste ne sera pas un «inconditionnel» du livre, en raison de la vision politique de Pagès et de Reeve qui s'en dégage. Les leçons qu'ils tirent des événements sont catastrophiques. À la fin du livre, ils consacrent quelques lignes à attaquer nettement le bolchevisme, confondu de propos délibéré avec le stalinisme. Pour être valable, et non tourner dans le cercle vicieux de la pétition de principe morale, la critique du stalinisme doit se baser sur la revendication intégrale du parti non démocratique, nécessairement humain dans sa fin, mais brutal dans ses moyens ; de la dictature rouge pour supprimer les ennemis de classe et établir de nouvelles conditions de comportement des collectivités humaines de demain. La lutte gigantesque menée par les bolcheviks sur une base internationaliste contre le stalinisme en train de tuer l'internationalisme et ceux qui l'incarnaient, ils la ramènent trivialement à une mesquine lutte d'appareils, à un combat entre les rats et les grenouilles, et non à une phase terrible de la lutte de la révolution mondiale contre des forces nationalistes anti-révolutionnaires. C'est une «thèse» sous-vulgairement carlylienne. Cette manière de juger est infectée de subjectivisme. On n'a aucune peine à se rendre compte que c'est un adroit plaidoyer en faveur de l'anti-partitisme anarchisant. Alors qu'en 1933 la tragédie du prolétariat allemand et autrichien, et très bientôt espagnol, faisait ressortir en lettres de sang que l'absence du parti de classe permet à la bourgeoisie tous les crimes et aux faux partis ouvriers de préparer les trahisons de demain, eux se prononcent nettement contre le parti, se prononcent pour un vague socialisme libertaire très ressemblant à la démocratie citoyenne.

PS. Outre une longue série d'errata sur l'histoire du mouvement ouvrier socialiste (pour ne pas alourdir ces notes de lecture, la recension en sera publiée avec des notes importantes dans le prochain numéro), ils escamotent, volontairement ou non, le texte «Van der Lubbe. Les fascistes exécutent. Socialistes et centristes applaudissent», dans *Bilan* n° 3, janvier 1934. Escamotage, car Reeve fut lié d'une forte amitié avec S. Bricianer, qui fut à Internationalisme, noyau se réclamant de *Bilan* dont le texte a été republié à plusieurs reprises : *Le Communiste* (GCI), n° 22, juin 1985 ; *Invariance*, mai 1996 ; vient de l'être dans le numéro 98 de Programme communiste.

Ces notes de lecture sont extraites d'un texte plus global de 50 pages ; il sera envoyé à tout lecteur qui le demandera.

Spécial copieux : 116 pages !

MAÍRA

Revue brasilianiste de l'association de capoeira éponyme
Brasseur de mots de pire en friche depuis 1989

Marinus van der Lubbe, "Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag"

Document historique traduit du néerlandais par Hélène Papot, préfacé et annoté par Yves Pagès et Charles Reeve. Aux Éditions Verticales 53, rue Saint-André-des-Arts 75006 Paris ✆01.43.26.00.35.

Né le 13 janvier 1909, à Leyde (Pays-Bas), Marinus van der Lubbe s'engage à 14 ans comme apprenti maçon et adhère à une organisation de jeunesse du Parti communiste néerlandais. Sur un chantier, il reçoit un seau de chaux vive dans les yeux. En 1927, un second accident du travail aggrave ses troubles de la vue ; il obtient une pension d'invalidité. Activiste de la Ligue de la jeunesse communiste locale, il rédige des tracts, intervient dans les grèves, les manifestations de chômeurs et les réunions publiques. En 1929, ses premiers désaccords avec la ligne officielle du Parti le conduisent à se rapprocher des «communistes de conseils.» En 1931, il entreprend un périple pédestre à travers l'Europe vers la Russie soviétique, qu'il n'atteindra pas. De retour en Hollande, il milite ouvertement aux côtés des communistes oppositionnels et écope de trois mois de prison pour avoir brisé les vitres d'un bureau d'aide sociale. À sa sortie, il crée un éphémère journal des comités de chômeurs prônant l'autonomie et l'auto-organisation. En janvier 1933, Marinus quitte Leyde et entame une longue marche solitaire vers l'Allemagne où il espère voir le prolétariat se soulever contre « le fascisme meurtrier ». Au contraire, il découvre à Berlin une atmosphère de résignation. Le 25 février, il tente, en vain, de mettre le feu au bureau d'aide sociale de Neuköln, où il avait harangué une foule de chômeurs quelques jours avant. Revenu au centre de Berlin, il cherche à incendier l'ancien château impérial de Neue Königstraße, sans succès. Le 27 février, vers 21 heures, il s'introduit dans le Reichstag. À l'aide de ses vêtements, il allume plusieurs foyers et finit par embraser la salle des séances. Vingt minutes plus tard, Marinus est arrêté par la police. Il parle aussitôt d'un acte « symbolique » de « protestation » accompli seul et dément tout lien avec les communistes du KPD. Il est néanmoins accusé par les nazis d'être partie prenante d'un complot bolchevique, tandis que la propagande stalinienne le dénonce comme un agent hitlérien. L'affaire du Reichstag ne fait que commencer. Le 10 janvier 1934, Marinus van der Lubbe, 25 ans, est décapité. ❑

Marinus, gamin mais déjà prolo.

Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag

Comment agir, que reste-t-il de possible dans une situation où tout semble perdu, et les enjeux faussés par des puissances parmi les plus manipulatrices et les plus criminelles ? Ces questions ne cessent de se poser à la lecture des écrits de Marinus Van der Lubbe, présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeve. Proche du courant « communiste de conseils », ce jeune prolétaire hollandais incendia le 27 février 1933 le Reichstag de Berlin. Arrêté, il sera jugé, au cours d'un procès à grand spectacle, condamné à mort et décapité. À la date de cet incendie, Hitler était chancelier du Reich depuis à peine un mois, la dictature nazie s'établissait sans que ne réagissent avec l'ampleur nécessaire ni la puissante social-démocratie, ni un parti communiste inféodé aux ordres de Moscou, dont l'analyse du phénomène hitlérien était totalement aberrante. L'acte que Marinus Van der Lubbe présenta lors de son procès comme purement individuel et fait dans le but d'inciter le prolétariat allemand à un sursaut de conscience et à la révolte fut cependant interprété par les nazis comme une provocation communiste et leur servit ainsi dans leur conquête du pouvoir. En face, les staliniens le considérèrent comme l'acte d'un dément manipulé par les fascistes, mais aucune preuve ne vint étayer ces deux thèses. Cependant, la version communiste a toujours, en France notamment, ses partisans, qui ne veulent rien savoir des liens de Marinus avec l'ultra-gauche hollandaise, ni des critiques que celle-ci adressait aux partisans du communisme moscovite. C'est autant pour rétablir les faits, restituer à ce jeune homme son visage et sa mémoire sensible et interroger les causes de ces deux mensonges totalitaires que les deux préfaciers ont interrogé ce moment occulté de l'entre-deux guerres. C'est aussi, sans doute, pour nous inviter à interroger le lien entre l'acte individuel et l'action directe, entre leur dimension factuelle et leur dimension symbolique, et l'espérance qu'on peut leur prêter face au terrorisme étatique, dans la lutte sociale.

Guy Girard

Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag,
Éd. Verticales, Paris, 2003.